OMALY SY ANIO, n° 41-44, 2001, pp.121-146

1947 SUR LE TERRAIN FORCES COLONIALES CONTRE INSURGES DANS LE SECTEUR SUD

par

Jean FREMIGACCI

Toute guerre semble vouée à devoir rester un secret entre ceux qui l'ont faite. Cette constatation, faite à propos de la Grande guerre par des universitaires anciens combattants[1], s'impose particulièrement en ce qui concerne l'insurrection de 1947 à Madagascar. Toute l'attention s'est portée sur l'environnement politique, le MDRM, le procès des parlementaires, au détriment de ce qui s'est véritablement passé sur le terrain pendant les 20 mois des "événements". De plus, si des recherches ponctuelles ont été menées sur le foyer du Nord, aucune étude n'existe à notre connaissance sur l'insurrection dans l'autre province de Fianarantsoa, le "Secteur Sud" des militaires français qui pourtant représenté plus de la moitié de la population et de l'espace en révolte. Ajoutons que le déséquilibre n'est pas seulement géographique, il est aussi méthodologique. Car les recherches dans le Secteur Nord, menées à Madagascar, sont appuyées sur des enquêtes orales, faute pour les chercheurs d'accéder aux archives militaires françaises déposées à Vincennes. Pour notre part, nous nous sommes retrouvé dans la situation inverse. Les archives de Vincennes se sont révélées riches et instructives, mais nous n'avons pas tardé à ressentir le manque de la contre-épreuve que sont l'enquête locale et la référence au vécu des populations. Il reste cependant possible, nous semble-t-il, d'écrire à partir de la vision des militaires français, une histoire à la fois événementielle et problématique, qui aura comme premier mérite de livrer une masse considérable de faits datés et localisés, et d'acteurs dont nous espérons qu'ils ne sont pas irrémédiablement tombés dans l'oubli, à des chercheurs qui se chargeront de compléter et remettre en perspective des matériaux dont il serait urgent de confirmer la véracité. Ajoutons aussi que, comme il arrive souvent, les découvertes que l'on fait dans un fonds d'archives renvoient... à d'autres fonds d'archives dont on soupçonne l'existence.

1. Ducasse (A.), Meyer (J.) et Perreux (G.), *Vie et mort des Français 1914-1918)*, Paris, Hachette, 1962, p. 11.

C'est dire que nous ne prétendrons pas tirer dès maintenant des conclusions assurées. A partir des comptes rendus d'opérations et des éléments rassemblés par les officiers de renseignement des forces coloniales, nous essaierons de préciser comment s'est constitué un vaste territoire insurgé : comment les "rebelles", sous des chefs aux origines très diverses, ont cherché à s'organiser, militairement mais aussi politiquement ; comment enfin cette tentative a échoué, l'insuffisance irrémédiable des moyens conduisant à l'atomisation du mouvement, qui, dès la fin de 1947, n'est plus qu'une résistance sans espoir dans un espace morcelé qui se réduit inexorablement.

1. La formation d'un espace insurgé

Fort heureusement pour le pouvoir colonial, l'insurrection s'est d'abord localisée à quelques points à partir desquels il lui a fallu plus de trois mois, du début avril à la mi-juillet, pour trouver son extension maximale. On peut dégager trois épicentres.

Le premier, n'est pas comme on croit souvent à Manakara (nulle part il n'y eu un soulèvement de la population des villes), mais, à la limite des pays tanala et antemoro, Sahasinaka, pour le commandement français, "un des centres rebelles les plus importants du secteur sud, centre d'où sont partis les ordres de rébellion concernant le pays antemoro et le pays tanala, et où ont été commis les assassinats les plus nombreux"[1] .. Il faudra d'ailleurs plus d'un an pour en "pacifier" les abords.

Le second épicentre, moins connu, est Ambatofotsy, chez les Tanala de l'Ikongo. Nous avons un récit détaillé de la prise de pouvoir, pratiquement sans effusion de sang, par Sambo le 30 mars[2]. Tout l'Ikongo suit : derrière Ambatofotsy, P.C. principal, des P.C. secondaires sont établis à Fort Carnot (Ikongo), Ambalagoavy, Andemaka (Nord), Belemoka et Ankarimbelo[3]. Le 7 mai, une reconnaissance aérienne signale que Fort Carnot est intact et qu'on peut lire à Ambatofotsy une grande inscription *"Omeo fiadiana izahay fokonolona"*[4] (Donnez des armes, à nous *fokonolona*. Le troisième foyer initial du soulèvement est la basse Matitana. Le 30 mars, une foule d'hommes armés de sagaies, d'*antsy* (coupe-coupe) et de frondes submerge la ville de Vohipeno et l'incendie. Le chef de district, ses 15 gardes indigènes et les Européens du lieu, retranchés dans la résidence repoussent et même mettent en fuite les assaillants. Mais, après avoir appris qu'il ne recevra aucun renfort militaire pour reprendre son district entièrement passé à l'insurrection, l'administrateur décide d'évacuer la ville et de se replier sur

1. Archives SHAT (Service Historique de l'Armée de Terre), 8H 179, la rebellion et les opérations dans le secteur sud III, premier trimestre 1948.
2. Archives SHAT, 8H 179, *ibid.*, I, 29 mars-25 septembre 1947.
3. Cf. croquis en annexe.
4. SHAT, 8H 180 D3, télégramme n° 39, 07.05.47.

Manakara le 4 avril. Vohipeno devait être ainsi le seul chef-lieu de district occupé par les insurgés en 1947, une situation dont l'administration civile et l'autorité militaire se rejetteront mutuellement la responsabilité. Enfin, sur la foi de rapports militaires qui se sont révélés ultérieurement incomplets et biaisés, nous avions d'abord dégagé un autre foyer de départ de l'insurrection, l'arrière-pays de Nosy-Varika au Nord. Dans les premiers jours d'avril, une série de villages y entrent en révolte et rassemblent les troupes qui marchent sur le chef-lieu de district en arborant le drapeau de l'indépendance malgache[1]. Le 27 février précédent, le Deuxième bureau avait prévenu l'Etat-major que "dans les régions de Nosy-Varika et Mahanoro existe un groupement prenant forme de l'ancienne V.V.S. formé par des militaires rapatriés de France. Les membres de ce groupement doivent chacun tuer deux Européens quand la révolte éclatera"[2] : le renseignement devait se révéler juste.

En fait, ce foyer a été postérieur de quelques jours aux précédents. Et il semble bien, ici, que ce soit une bévue magistrale des militaires, qu'ils ont peut-être même ignorée, qui a mis le feu aux poudres. Suivant un témoignage recueilli plus tard par J. Dez, chef de district de Nosy-Varika en 1957-1959, le district aurait basculé dans la révolte à la suite du bombardement de Soavina, un chef-lieu de canton où un soi-disant rassemblement rebelle repéré par les aviateurs était en fait le recensement des jeunes pour le service militaire : les bombes firent des morts surtout à la maternité[3]. Or nous avons trouvé confirmation de ce témoignage dans le dossier judiciaire d'un insurgé condamné à mort, Levelo Letody[4]. Il reste que l'extrême vigueur de l'insurrection dans le district Nosy-Varika, en particulier dans tout le pays Vorimo au Nord-ouest, et dans la vallée du Fanantara au Sud montre bien que la région était au bord de l'explosion dès le 29 mars 1947.

A partir de ces foyers initiaux, l'insurrection va se développer avec un succès inégal. Echec et blocage vers le Sud, mais succès considérables vers le Nord et vers l'Ouest.

Au Sud, repoussés lors de leurs attaques des 7, 8, 9 avril contre Farafangana, les Zafisoro de Tangainony, et plus exactement leur *troky* (clan) des Zazalava, acceptent de négocier dès le 10 avril et se soumettent le 16. Leurs motivations étaient probablement beaucoup plus le désir de saisir les rizières antefasy que celui d'expulser les Français. L'occasion est manquée, ils s'arrêtent.

---

1. SHAT, 8H 179, I, cf. croquis en annexe.
2. SHAT, 8H 177 D6, renseignements obtenus par l'autorité militaire.
3. J. Dez, *Témoignage d'un chef de district à Madagascar, Nosy-Varika 1957-1959*, p. 26 (déposé au CAOM, Aix)
4. Centre des Archives d'Outre-Mer (CAOM), Aix-en-Provence. Madagascar. Affaires Politiques 3276 D11.

On comprend aussi pourquoi le chef de district de Farafangana pouvait se déclarer "entièrement sûr de la majeure partie de la population autochtone", c'est-à-dire des Antefasy[1]. Les Zafisoro sont imités le 20 mai par leurs voisins Antetsimatra en sorte que, vers le Sud, l'insurrection sera bloquée sur la ligne de la Matitana et il n'y aura pas de réédition de la révolte de 1904-1905.

L'échec de l'insurrection est moins visible, mais néanmoins réel chez les Antemoro du Sud. Un modeste détachement d'une section suffit à reprendre Vohipeno sans combat véritable le 20 mai. Entre-temps, les Antemoro du Sud ne se montrent guère agressifs. Lors de l'assaut lancé contre Manakara le 6 mai, seuls les contingents du Nord et de l'Ouest sont là, les Antemoro du Sud prévus font défaut[2]. Débarrassés du *Fanjakana Frantsay*, les Antemoro du Sud, après une dernière attaque infructueuse contre Vohipeno le 10 juin, adoptent plutôt une attitude de dissidents, qui ne veulent ni se battre, ni se soumettre[3]. Si la région continue à être menacée, c'est par les Tanala établis en force entre la Matitana et la basse-Sahandrananta[4]. Et si le district de Vohipeno figure parmi les principaux districts insurgés, il le doit au fait qu'il inclut l'essentiel des Tanala de l'Ikongo depuis la suppression de fait du district de Fort Carnot. En fait, on perçoit ici les conséquences d'une rivalité ancienne entre les clans antemoro du Nord, composés de roturiers *ampanabaka*, et ceux du Sud, dominés par leurs *mpanjaka* issus de l'aristocratie *anteony*. On en trouve des échos dans les renseignements militaires[5].

Les insurgés du Faraony vont trouver une compensation dans leur poussée vers le Nord, facilitée par l'abandon d'Antsenavolo par son chef de poste le 7 avril. Une concentration de quelque 3 000 Antemoro est observée le 15 avril à Anosimparihy, au passage de la Namorona en direction du Nord. Ils se relient aux Tanala de Kianjavato pour couper l'unique route du secteur sud entres les Hautes Terres et la côte, qui relie Fianarantsoa à Mananjary. La voie ferrée réouverte le 14 avril, est à nouveau coupé le 17. Les troupes malgaches réunies vont alors remporter leur plus grand succès de l'insurrection en prenant d'assaut Vohilava le 20 avril, où le gouverneur merina Andriamanamihaja, deux chefs de canton et une douzaine de gardes sont tués après une résistance de trois jours et après que la colonne de secours française ait été repoussée sur la Maha. Mananjary est alors investie. Pour le pouvoir colonial, sur la côte, le moment le plus critique est atteint dans la première décade de mai, avec les assauts qui manquent de peu de submerger Manakara et Mananjary.

---

1. SHAT, 8H 176 D3, annexes au rapport Casseville, 21 avril 1947.
2. SHAT, 8H 180 D3, télégramme n° 43, 7 mai 1947.
3. SHAT, 8H 179 I : un millier d'Antemoro seraient réfugiés dans la forêt d'Isalohy en juillet 1947, 4 000 dans la forêt de Mahatsara en octobre.
4. SHAT, 8H 176 D8, renseignements sur la rébellion, 18 septembre 1947. Les Tanala disposeraient d'un millier d'hommes dans ce secteur.
5. *Ibid.* Soabitaka, président de la "République indépendante de Namorona", s'est "donné pour but de réconcilier les Antemoro du Nord avec ceux du Sud en vue d'une action commune pour l'indépendance de la patrie Antemoro.

Les succès de la mi-avril ont un retentissement immédiat chez les Tanala du Nord où, le 22 avril, on relève une vive effervescence dans la région d'Ambohimanga du Sud[1]. Ici, la révolte va partir de la région du confluent de la Mananjary et de l'Ampasary. Sous l'impulsion de Lehoaha, d'Ampitomita, ancien caporal de 33 ans, délégué cantonal, le *fokonolona* d'Antsindra tue le chef de canton. Lehoaha, à la tête d'un groupe, va soulever ensuite Betampona, Ampasimadinika, Fasitsara... Tout le bassin de la haute Mananjary est alors aux mains des insurgés. Fin avril-début mai, une série de rudes combats contraignent les Français à évacuer Ambohimanga du Sud et à se replier vers Ambositra et le Betsileo[2].

Autre grand succès, la poussée vers l'Ouest menée par l'ensemble des Tanala. Partant du FCE (Fianarantsoa-Côte Est : ligne de chemin de fer) entre Manampatrana et Mahabako, ils coupent la route Fianarantsoa-Mananjary, à l'Est d'Ifanadiana le 15 avril, puis la remontent vers l'Ouest, en se dirigeant vers les Hautes Terres betsileo. Si Ifanadiana résiste, plus à l'Ouest, Ranomafana est occupé le 15 et Vohiparara, sur le rebord de la falaise, le 28 mai. Remarquons l'extrême lenteur de la progression d'Ifanadiana à Vohiparara : elle semble confirmer une opinion ultérieure du chef de district suivant laquelle les Tanala de la région de Kelilalina auraient montré les plus grandes réticences à se joindre aux insurgés[3]. Ici aussi, aux dires de l'administrateur, c'est le bombardement inconsidéré d'un rassemblement de partisans des Français, le 13 mai 1947, par un *anson* juste arrivé de France, qui devait gagner la région à l'insurrection. L'invasion du Betsileo va se faire d'ailleurs non suivant un axe, mais suivant un véritable front d'infiltration depuis le Vohibato au Sud jusqu'au Fisakana au Nord : c'est sur ce front que seront mis en ligne, de beaucoup, les plus gros effectifs insurgés, et que se livreront les combats les plus violents. Les rapports militaires nous permettent de suivre l'offensive jour après jour, engagement après engagement. Si elle échoue très vite au Sud-est d'Ambalavao, elle submerge tout le district d'Ambohimahasoa dont le chef-lieu repousse difficilement une attaque le 21 juin. Ce même jour, plus au Nord, Imerina-Imady est également attaqué. Le 18 plus au Nord encore, les insurgés avaient brûlé l'église et le chef-lieu de canton d'Alakamisy Mahazoarivo... Le point extrême de la poussée vers l'Ouest sera Ikalamavony, attaqué le 13 juillet : pris de panique, le gendarme chef de poste se replie en camion avec son adjoint et ses 30 gardes jusqu'à Fianarantsoa et la bourgade désertée est incendiée. L'axe central de l'Ile, la route Fianarantsoa-Tananarive, est coupé de part et d'autre d'Ambohimahasoa. En juin-juillet 1947, c'est le Betsileo qui donnent les plus vives inquiétudes au commandement français, un rapport juge que "les

1. SHAT, 8H 181 D1, résumé des renseignements quotidiens.
2. Récits détaillés dans 8H 179, I.
3. SHAT, 8H 180 D1, lettre de l'administrateur Roure, chef de district d'Ifanadiana, au colonel commandant le secteur, 24 septembre 1947. 350 habitants de Kelilalina seraient réfugiés à Alakamisy-Ambohimaha, dans le Betsileo, et 150 autres à Ifanadiana.

Betsileo font appel aux Tanala dont ils attendent l'arrivée pour se soulever en masse". Or, entre les Hautes Terres et la côte, l'ensemble des foyers d'insurrection se sont rejoints au point que souvent les Français ne contrôlent plus que le chef-lieu de district et des abords. C'est le cas sur la côte, de Vohipeno au Sud à Nosy Varika au Nord, à la seul exception, un peu paradoxale, du foyer initial de Manakara déjà entouré par la "tâche de pacification" d'Ambila. Dans l'intérieur, dans le district d'Ifanadiana, outre le chef-lieu, les Français ne tiennent plus que le poste d'Ambohimanga du Sud dont la petite garnison, après sa reprise, doit être ravitaillée par parachutage. Mais l'arrivée des renforts va renverser rapidement la situation. Les premiers légionnaires arrivent dans le Sud-Betsileo le 15 juillet. Il est maintenant trop tard. L'insurrection a mis beaucoup trop de temps pour s'étendre. En tous cas, Vohipeno, Manakara, Mananjary, Nosy Varika, Ifanadiana et Ambohimahasoa, tels sont les 6 districts du secteur sud dont on peut dire qu'ils ont été pendant un temps plus ou moins long recouverts par la marée insurrectionnelle.

2. LES INSURGES : DES POUVOIRS JUXTAPOSES, UNE ORGANISATION POLITIQUE INACHEVEE

Dans les zones libérées, on voit émerger une organisation du pouvoir qui reste confuse, sans que l'on puisse trancher : la confusion vient-elle des archives elles-mêmes, de l'empilement dans le désordre des données fragmentaires recueillies par le renseignement militaire ? Où vient-elle des insurgés qui, en l'absence d'un pouvoir central reconnu, se sont adaptés à des conditions régionales diverses sans parvenir, faute de temps et de stabilité, à trouver une formule satisfaisante ? Si on met à part les chefs de guerre qui en fait vont s'imposer, deux types de pouvoir se dégagent, celui des *mpanjaka* et celui des cadres locaux du MDRM.

A côté des *mpanjaka*, on a parlé à l'époque des "sorciers", les vieux ennemis du pouvoir colonial. Mais les archives ne nous en apprennent pas grand-chose, vu le poids des stéréotypes. Les invocations *rano, vorona, fotaka* (eau, oiseau, boue) lancées pour neutraliser les balles ennemies ne sont confirmées que pour les tout débuts de l'insurrection, en particulier pour les combats de fin avril 1947 sur la route Ambohimanga du Sud-Ambositra mais aussi en pays antemoro. De même les talismans : après l'attaque d'Imerina-Imady, le 21 juin, on relève quatre cadavres de jeunes âgés de 17 à 20 ans, tous porteurs d'un flacon d'eau suspendu par une ficelle autour du cou[1]. En réalité les Malgaches, comme les Français en 1914, ont appris très vite que "le feu tue". D'autre part, le nombre des "sorciers" cités à l'occasion de la collecte de renseignements sur les cadres de l'insurrection reste assez limité : pour les Tanala par exemple, dans les énumérations de noms que livre le 2e Bureau, on ne trouve, en août 1947 que "Lazo, commandant, chef sorcier, préside aux bains", adjoint à Toandro, et Monjabe, l'adjoint de Sambo, "grand sorcier et

1. SHAT, 8H 182 D3, compte rendu de l'attaque du poste d'Imerina-Imady.

général, conduit les attaques" : leur pouvoir est donc plus lié à celui des militaires qu'à celui des civils. Enfin, dans le très intéressant fichier des cadres de l'insurrection dans le sous-secteur de Mananjary et Nosy Varika, datant d'août 1948, et qui compte 401 noms, on ne trouve que 5 "sorciers"[1].

Les *mpanjaka*, eux, ont joué un rôle majeur dans le déclenchement de l'insurrection chez les Antemoro du Sud (Matitana) et les Tanala de l'Ikongo. Chez les premiers, une réunion de préparation de la révolte se tient le 26 mars 1947 à Vohitrindry, dans la case du *mpanjaka* Mahatandry, présenté comme "le grand chef pour la région de la basse Matitana"[2] assisté par le président MDRM de la rive droite de la Matitana, Rabeson Randria, un planteur antemoro gagné au MDRM par l'instituteur Kasanga, président du parti à Vohipeno. Mais la véritable cheville ouvrière du mouvement est le Merina Victor Rakotofiringa, planteur dans le canton d'Andemaka, membre de la JINA, qui assure les liaisons avec Manakara et Fianarantsoa[3]. Chaque chef de village reçoit l'ordre de fournir un contingent d'hommes armés pour l'attaque de Vohipeno. Après son échec initial, les mêmes responsables lanceront l'ordre d'exécuter les membres du PADESM. Six d'entre eux furent ainsi tués par les "*fokonolona*MDRM"[4] des villages d'Ambaro, Vatanio, Vohilany, Mahasoa, Onjatsy et Foroforo[5]. Notons que les 4 premiers de ces villages sont Anteony et le cinquième Antalaotra ; c'est-à-dire, peuplés par les lignages aristocratiques de la société antemoro. "Je n'ai fait qu'obéir aux ordres du *mpanjaka* Mahatandry" avancera pour sa défense le *mpanjaka* d'Ambaro, Bonomy, après avoir reconnu que, peu avant le 29 mars, il était allé à une conférence MDRM à Ankarimbelo, au retour de laquelle il avait fait boire l'"eau d'or" et prêter serment à tous les hommes de son village, leur ôtant ainsi toute possibilité de choix. On relèverait les mêmes faits sur la rive gauche de la Matitana, où le rôle de chef de l'insurrection est tenu par le *mpanjaka* d'Ambohimanarivo, Tsimihono, également chef local du MDRM, qui devait être condamné à mort pour avoir ordonné une série d'assassinats[6].

Chez les Tanala de l'Ikongo, les *mpanjaka* viennent en tête sur la liste du renseignement militaire, juste après la bête noire des Français, Michel Radaoroson, Sambo, "général commandant supérieur", est "prince tanala, fils de Tongamandy,

---

1. SHAT,7U 486 (Archives du 1/9e R.T.A., bataillon de marche du 9e régiment de tirailleurs algériens) D13.,
2. ARM (Archives de la République de Madagascar) D884. Interrogatoire de Bonomy, mpanjaka du village d'Ambaro.
3. CAOM, Affaires politiques 3 273. Cour criminelle de Fianarantsoa. Fiches n° 361 à 375.
4. ARM D 884. Expression employée par le *mpanjaka* Bonomy.
5. *Ibid.* Interrogatoire de Randriatsifera, cultivateur à Ambaro.
6. CAOM, Affaires politiques 3 273. Cour criminelle de Fianarantsoa. Fiche 195 à 220. Egalement Affaires politiques 3 276 D3, renseignements concernant le nommé Tsimihono.

d'Ambatofotsy"[1] qui est lui même général aux ordres de son fils : cette subordination des vieux aux jeunes, qui se retrouve ailleurs, chez les Antemoro et Tanala du Nord[2] suggère que le pouvoir dominant est bien celui des politiques du MDRM et des chefs de guerre, jeunes pour la plupart. Mais dans l'Ikongo, les *mpanjaka* représentent la continuité et l'unité. Parmi les chefs de 1947 les plus irréductibles, on trouve Tsimanova, prince d'Ambolomadinika, descendant d'Andriampanoha, le prince qui avait jadis dirigé la résistance de l'Ikongo en 1898. Mais en 1947, même les *mpanjaka* dont le lignage avait collaboré avec les Français sont récupérés. Dilifera Bertrand et son frère Randriamahita, princes et petit-fils de Randriamanaka, roi ami des Français, et qui avaient refusé d'adhérer au MDRM, sont d'abord incarcérés, puis relâchés sur l'insistance de Radaoroson et de Sambo : il faut réaliser la réconciliation de tous. Dilifera est nommé adjoint du Merina Razakandroso, président du MDRM de Fort Carnot, chargé du recrutement. Arrêté le 26 novembre 1947 par les Français, Dilifera confirme ainsi sa virginité politique retrouvée... tout en fournissant des renseignements qui permettent aux troupes coloniales de capturer un groupe de 76 résistants sur la Sandrananta le 29 novembre. Comme auparavant, le rôle des *mpanjaka* reste marqué par l'ambiguïté. Les Français ne manquent pas d'essayer d'en profiter. Contre l'Ikongo, en 1947, ils essaient de faire jouer l'influence de Mandimbilaza Luxembourg, à la fois gendre du *mpanjaka*, Ihendry, l'un des chef de la révolte, *mpanjaka* lui même et gouverneur indigène ainsi présenté : "Autrefois à Fort Carnot, véritable roi nègre, il a été relevé de ses fonctions dans ce poste en raison de ses exactions parmi ses sujets et affecté à Mananjary". Il aurait eu 40 femmes et ses fils seraient parmi les "rebelles". Il disposerait aussi "d'une puissante équipe de sorciers"[3]. Mais on ne voit pas que, cette fois, les intrigues coloniales aient eu beaucoup de succès. Elles en ont un peu plus dans la région d'Ambila (Manakara) où le pouvoir militaire s'appuie sur un vieux chef antemoro, mis à l'écart auparavant par les éléments MDRM[4]. Les *mpanjaka* ont joué un rôle plus discret, mais toujours réel, ches les Tanala du Nord. D'après certains prisonniers, en juin 1948, Lehoaha, le chef de guerre, serait décidé à continuer la lutte. Cependant, "son désir de résistance tomberait si on arrêtait ou tuait les rois Ralisy Ernest et Indriamanga, réfugiés à Manakana, qui sont l'âme de la rébellion de la région"[5].

Enfin, là où l'organisation politique civile a atteint son plus grand développement, dans l'arrière-pays à l'Ouest de Mananjary, les *mpanjaka* locaux participent également au pouvoir. Onze d'entre eux figurent dans le fichier du sous-secteur. Ils sont, avec les notables, chargés de la main-d'œuvre, de la mise en culture

---

1. SHAT, 8H 176 D8, renseignements du 18 septembre 1947.
2. SHAT,7U 486 D8, comptes rendus des renseignements. Le général antemoro Zafilahy a son père sous ses ordres, et le Tanala du Nord Lehoaha, son beau-père Ralahy.
3. SHAT, 8H 176 D8, renseignements du 13 mai 1947.
4. SHAT, 8H 180 D3, rapport du lieutenant Durcudoy, 3 août 1947.
5. SHAT, 8H 177 D4, activité des bandes rebelles, juin 1948.

des terres, et du ravitaillement, en liaison avec les intendants militaires, Randriamanonga, *mpanjaka* d'Antenimazana, préside une conférence des notables à Ambohinihaonana le 5 juillet 1947 et semble exercer une influence prépondérante sur les autres *mpanjaka*[1]. En revanche, dans le district de Nosy Varika, population betsimisaraka, les *mpanjaka* ne jouent aucun rôle.

Autre pouvoir politique, celui qui est issu des cadres locaux du MDRM. Ceux-ci, le fait est bien connu, ont joué un rôle essentiel dans l'insurrection. Toutefois, l'argument colonial du parallélisme entre carte du soulèvement et carte de l'implantation du MDRM n'est guère probant. Car en 1947, le MDRM est puissant partout, tout simplement parce qu'il a noyauté les structures politico-économiques de base de la colonie, celles de l'Etat colonial en premier. Il a créé une section par canton dont l'homme fort, souvent, n'est autre que le chef de canton lui-même. Ou alors, c'est l'instituteur, le médecin de l'AMI, le conducteur des travaux publics... Sur le terrain, il noyait les *fokonolona* suivant un processus bien perçu déjà par le chef de district de Moramanga en décembre 1946 : "Rien n'empêchera le parti MDRM de créer une association dans chaque village et de noyauter ainsi les collectivités indigènes. Celles-ci seront alors pratiquement dotées d'une personnalité autre que celle prévue par le décret du 9 novembre 1944..."[2]. La prédiction se réalise en quelques mois : les très nombreux présidents locaux cités dans le fichier des cadres déjà évoqué sont aussi bien présidents du *fokonolona* que du MDRM local. D'où l'emploi, par des responsables locaux, inculpés par la suite, de l'expression de "*fokonolona MDRM*"[3].

BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE ANANARIVE

La principale question que l'on se pose est celle de la place respective des *Merina* et des côtiers dans les sections locales. D'un coup d'oeil rapide sur les archives, on pourrait conclure qu'il s'agit avant tout d'une organisation *ambaniandro*, de Merina et Betsileo. Ainsi, chez les Tanala de l'Ikongo, derrière l'âme de la résistance, Radaoroson, un Betsileo d'Alakamisy-Ambohimaha, ancien instituteur des missions catholiques, et son lieutenant Kana, Betsileo également, ancien du 1er R.M.M. (Régiment Mixte de Madagascar), on trouve tout un état-major de Merina. Ramorasata, commerçant et secrétaire de Radaoroson ; Razakandroso, déjà cité, et ses adjoints Razafison Désiré et Rapaoly ; également commerçants[4]. S'ils ne sont pas commerçants ou planteurs, ou les deux à la fois, les cadres MDRM merina de l'Ikongo sont bouchers, évangélistes, etc. De ce groupe vont sortir deux chefs de guerre, Rakoto Julien, planteur à Mahabako, et Rabary Raphaël, écrivain public à Sahasinaka, un des "grands responsables du soulèvement de la région de Sahasinaka et des nombreux assassinats de planteurs européens et de Malgaches du PADESM commis de part et d'autre de la voie

1. SHAT, 7U 486 D8, renseignements du 15 septembre au 15 octobre 1948.
2. SHAT, 8H 177 D1, rapport du chef de district de Moramanga, 14 avril 1947, citant un rapport de décembre 1946.
3. Cf. note 4, p. 127.
4. SHAT, 8H 176 D8, renseignements du 18 septembre 1947.

ferrée"[1]. Si l'on voit peu de fonctionnaires dans ces cadres merina, c'est en grande partie en raison des arrestations massives opérées par les Français. A Tolongoina, un centre essentiel du mouvement par sa fonction de carrefour piste-voie ferrée, dès le 4 avril 1947 "60 partisans du MDRM (tout le personnel de l'AMI, médecin en tête, les employés du FCE) sont faits prisonniers et ramenés à Fianarantsoa"[2].

La situation présente des analogies, mais aussi des différences notables dans l'arrière-pays de Mananjary. Derrière Joseph Ralaivao, "Président Général", un Betsileo de Fandriana établi comme planteur à Bevanana, près de Morafeno (à l'Est de Vohilava), on trouve nombre de Merina à des postes-clés : Rodolphe Ratsimba, président d'Ambohinihaonana, Paul Rakoto à Manakana (point de repli du MDRM d'Antsenavolo), Georges Rabary à Kianjavato, Aristide Rakotoasimbola à Marokarima, Rajaonarison Delphin à Ambinaninfitoerana, ce dernier flanqué de ses trois frères comme vice-président, conseiller et trésorier, etc. Bref, la région de part et d'autre de la moyenne et basse Mananjary semble politiquement contrôlée par un MDRM merina[3].

Pourtant, il serait superficiel de s'arrêter à cette conclusion. Car l'analyse du fichier d'août 1948 du secteur Mananjary-Nosy Varika fait apparaître que les trois quarts des 401 noms recensés sont ceux des gens de la côte, même si l'on rencontre quelques cas de Merina qui ont "indigénisé" leur nom, comme l'armurier Lesaona, qui vient de Tananarive, ou qui ont pris des noms (ou des prénoms) de guerre locaux. En tout cas, même au niveau des présidents et des conseillers, les côtiers gardent une large majorité, qui simplement n'est pas très visible parce qu'elle tient surtout le tissu des villages secondaires. Mais aussi certains centres importants : le petit planteur betsimisaraka, André Kalaka, est un membre fondateur du MDRM de Sahavato, un ancien chef-lieu de district.

Et à ce poids en réalité limité des Merina, il faut ajouter deux restrictions de taille. La première est que le pouvoir politique ne parvient pas à s'imposer aux chefs de guerre, presque tous côtiers, eux, même si Ralaivao prend le titre de "Président Général de l'armée malgache devant Mananjary"[4]. Sous sa direction, le pouvoir politique essaie bien de se structurer en "postes" qui reçoivent des numéros afin de conserver le secret de leur localisation. Chaque poste ressemble un bureau civil, un bureau militaire, un bureau des notables, et correspond avec une autorité centrale établie à Ambohinihaonana, le "poste n° 1"[5], le président de section MDRM devenant président du bureau civil. Mais cette organisation va garder un caractère limité, et souvent fictif. L'autorité centrale ne s'exerce que dans la région

1. SHAT, 8H 179, rapports du colonel Pelletier, III.
2. *Ibid.*, I.
3. Détails dans SHAT, 8H 176 D8 et 7U 486 D8, renseignements.
4. SHAT, 8H 182 D3, compte rendu d'inspection du lieutenant-colonel Farret, 23 mai 1947.
5. SHAT, 7U 486 D8, renseignements du 15 septembre au 15 octobre 1947.

entre le secteur routier Kianjavato-Antsenavolo au Sud, et la vallée de la Maha au Nord. Au-delà, chez les Antemoro de la Namorona comme chez les Tanala d'Ambohimanga, elle est une fiction. Quant au Nord-est, la région de Nosy Varika, sous la coupe de militaires liés à leurs collègues de Mahanoro, elle n'a jamais eu qu'une organisation civile très faible, et a gardé une indépendance complète vis-à-vis du reste du secteur : comme, en plus, elle est sur les marges de deux secteurs militaires français nord et sud, l'insurrection y demeure particulièrement mal connue.

Signalons ici que c'est sur la foi d'un renseignement mal interprété que le Deuxième bureau, en août 1947, déclare que le grand chef de la région Ambositra-Ambohimanga du Sud-Fianarantsoa "serait Doda Bernard à Ambodihara"[1]. Cette affirmation, reprise cartes à l'appui, dans un rapport du 17 avril 1948 du général Garbay faisant, très sommairement d'ailleurs, l'historique de l'organisation rebelle depuis le 29 mars 1947[2], se retrouve dans l'ouvrage de J. Tronchon[3]. En réalité, Doda n'était que président civil d'Ambodihara (poste n° 11) qui était surtout le grand camp militaire, "érigé en place forte"[4] de Lehoaha, le chef de guerre en face duquel Doda comptait bien peu. A un niveau supérieur, nous n'avons, contrairement aux affirmations de J. Tronchon, trouvé nulle trace d'une autorité exercée par Radaoroson en dehors du pays tanala du Sud, sur les autres chefs politiques locaux[5].

La conséquence de l'absence d'un pouvoir politique central reconnu est que les décisions à prendre exigent toujours la réunion de conférences, tenues en des lieux toujours différents. Dans la région de Mananjary, chefs civils et militaires se réunissent les 1er juin puis les 3, 11, 22 et 28 juin[6]. Le 28 juin, ils devaient se concerter pour une attaque d'Antsenavolo qui, en fait, n'eut jamais lieu. Cette procédure lourde et difficile explique peut-être l'inertie militaire de la zone côtière en juin et juillet 1947, qui sera imputée au commandement en chef Razafy. Mais elle est conservée, et la dernière réunion manque de mal se terminer : lors de la conférence du 4 octobre 1947 à Ambohinihaonana, l'Etat-major politique de la région doit fuir précipitamment et n'échappe à l'arrestation que parce qu'une des deux colonnes françaises prévues pour l'encerclement du centre s'est perdue en chemin[7]... Chez les Tanala de l'Ikongo, Radaoroson est contraint lui aussi de

---

1. SHAT, 8H 177 D8, renseignements du 19 août 1947.
2. *Ibid.*, SHAT, 8H 177 D4c, évolution de l'organisation rebelle entre le 29 mars 1947 et le 29 mars 1948, 17 avril 1948, 8 p.
3. J. Tronchon, *L'insurrection malgache de 1947*, Paris, Fianarantsoa, 2e édition. 1982. Le rapport Garbay fournit l'essentiel des p. 47 à 52 et les cartes p. 46, 50 et 64.
4. SHAT, 8H 179 III. Il s'agit de l'Ambodihara proche du confluent de la Mananjary et de la Sakaivo.
5. J. Tronchon, *op. cit.*, p. 48.
6. SHAT, 8H 176 D8, renseignements du 18 septembre 1947.
7. SHAT, 7U 486 D11, opération Ambohinihaonana.

recourir à la même pratique des conférences. Le renseignement militaire est informé de celles tenues à Baeka les 12 janvier, 15 février, 3 mars 1948. Radaoroson, d'ailleurs, n'y donne pas d'ordre précis, mais lance des exhortations patriotiques qui s'efforcent de soutenir un moral atteint.

D'autre part, même en laissant de côté le poids croissant des chefs de guerre, une autre évolution va venir affaiblir le rôle du MDRM originel et des Merina dans l'insurrection. C'est la tendance marquée à l'"indigénisation" et à l'autonomisation des pouvoirs locaux. Elle apparaît d'emblée chez les Tanala du Nord. Ainsi à Ambodihara, Doda a avec lui Tsitakona, "trésorier-chef et juge", et Imaro, "ministre des informations et juge". Mais dans l'Ikongo, également, le *Komandy ambony* Radaoroson "d'abord grand chef de la région, a dû faire place au prince tanala Sambo" et prend le titre d'inspecteur général. Son influence, liée à un charisme exceptionnel, reste cependant immense et jusqu'au bout les Tanala lui témoigneront une fidélité sans faille.

L'évolution est beaucoup plus marquée chez les Antemoro. Des resneignements du 19 août et du 18 septembre 1947 rapportent que le général merina Razafy, commandant les troupes devant Mananjary, aurait été exécuté à Ambohinihaonana le 26 juillet comme "trop mou". Le commandement va passer à un Antemoro, le général Alphonse Tavy, ancien employé des chemins de fer à Manakara. Parallèlement, les Ambaniandro sont écartés du pouvoir civil par la formation d'une "République indépendante de Namorona" installée entre le Faraony et la Namorona, avec son drapeau rouge et blanc à 18 étoiles et un président. Abel Soabitaka, 21 ans, "jeune guerrier presque toujours en déplacement, escorté d'une garde personnelle composée surtout d'anciens tirailleurs armés de fusils et de pistolets[1]...". Ses principaux chefs de guerre sont les généraux Beloha et Zafilahy, mais le rôle essentiel est tenu par son conseiller politique et ancien professeur Nathanael Dradoa, dépeint comme un "ancien professeur-adjoint à l'école régionale de Mananjary, révoqué pour vol et abus de confiance, anti-français notoire, animateur de mouvements MDRM dans la région bien avant le 29 mars..."[2]. A travers ses écrits[3], Dradoa apparaît comme un traditionaliste ouvert et modéré, pour qui Madagascar est une référence ethnique et culturelle mais non étatique. Il prêche d'ailleurs la réconciliation avec les membres du PADESM, et l'on comprend alors pourquoi il aurait fini député PSD après 1960. Les Antemoro sont aussi à l'origine de la transformation des sections MDRM en BMTT, *Birao Malagasy Tia Tanindrazana* (Bureau des patriotes malgaches), nouvelle appellation des bureaux civils, et nouvelle organisation marquant le désir d'[illegible]omie vis-à-

1. SHAT, 8H 179, I.
2. *Ibid.*
3. SHAT, 8H 199 D2, annexe 15. Documents rebelles.

vis d'un MDRM centralisateur. Dès juillet 1947, le nouveau sigle a gagné jusqu'aux marges du Betsileo[1].

En réalité, loin d'être la masse apathique et manipulée que représente le discours colonial, les populations de la côte ont leur dynamisme propre et à l'occasion vont secouer les *Ambaniandro* découragés et résignés : les 23-24 novembre 1947, les Tanala montent attaquer quatre villages près d'Antanjonarivo, au sud-est d'Ambositra et laissent partout des tracts ainsi rédigés[2] : "Pour tous les Malgaches du Haut Plateau, vous qui êtes trompés, vous devez continuer votre travail dans l'Union Malgache, nouvelle équipe qui vient aider le MDRM".

Mais le temps devait manquer à la nouvelle république antemoro. Entre le 24 août et le 2 septembre 1947, les Français lancent l'opération "Faraony-Namorona" : trois colonnes venues du Nord et deux venues du Sud râtissent tout le pays entre les deux fleuves. La petite capitale de Namorona, qui avait été transformée en place d'armes avec forges, cartoucherie, cases-abris pour les troupes, est prise et incendiée. La république de Namorona a vécu. Du moins l'opération aura été peu meurtrière. La campagne de 9 jours se termine par un bilan de 25 "rebelles" tués et 28 prisonniers, l'essentiel des forces antemoro s'étant évanoui dans la brousse. Soabitaka, Dradoa et d'autres chefs vont se réfugier à Ambohinihaonana, pour être bientôt délogés : car les troupes coloniales reprennent Vohilava le 25 septembre, puis Ambohinihaonana le 5 octobre, qu'elles incendient complètement[3]. Ralaivao doit transférer son quartier général plus loin dans l'intérieur, à Mahatsara, près de Befody : mais le fait pour l'insurrection d'être rejetée dans des régions forestières au relief compartimenté, et dépourvues de toute voie de communication, condamne le pouvoir civil à l'effacement devant les chefs de guerre. Le renseignement français relève que "les opérations ont fait perdre beaucoup de leur importance aux bureaux civils. Le semblant d'organisation qui reste est celui des bandes"[4].

4. L'EVOLUTION DES INSURGES : DE L'ARMEE POPULAIRE AUX BANDES

L'absence de commandement militaire central conjuguée avec la faiblesse des pouvoirs civils allait avoir de lourdes conséquences sur l'évolution de l'insurrection. Quand on consulte les documents saisis dans les camps insurgés[5] on

---

1. SHAT, 8H 176 D8, renseignements du 31 octobre 1947, région d'Ambohimitombo et Antoetra. On voit apparaître également le sigle MMTS, *miaramila malagasy tia sakaiza* pour les soldats.
2. SHAT, 7U 605 D8, J.M.O (journal des marches et opérations) du II/4e DBLE (légion étrangère), 24 novembre 1947.
3. SHAT, 7U 486 D11, opération Ambohinihaonana.
4. SHAT, 7U 486 D8, renseignements du 15 au 31 octobre 1947.
5. SHAT, 8H 199 D2, annexe 15, documents rebelles.

est frappé par une lacune : aucun de ces documents n'évoque jamais un plan d'action quelconque, ou un projet d'actions futures. Après une phase de succès, d'avril à juillet 1947, durant laquelle on voit se constituer une armée populaire plus ou moins spontanée animée d'une stratégie implicite, l'insurrection refoulée connaît une régression de son organisation et corrélativement perd peu à peu le contrôle et même le soutien des populations.

Le premier élément qui, pour les premiers mois, nous fait parler d'armée populaire est le très net caractère interethnique des troupes insurgées, dont les effectifs, aussi, atteignent des chiffres conséquents qu'on ne retrouvera jamais ensuite. En août 1947, on compterait, sur le front du Betsileo, quelque 10 000 hommes, Tanala d'abord, mais aussi Betsileo, Betsimisaraka, Zafimaniry, Antemoro, et même des Antesaka et Antandroy recrutés parmi les travailleurs migrants[1]. Dans le détail, on relève que chaque secteur du front est bien mixte : Tanala, Betsileo et Betsimisaraka de Marolambo face au Fisakana ; Tanala, Betsileo, Zafimaniry, Antandroy dans la région d'Antoetra à Vohiposa, etc. De même sur la côte, le 10 juillet 1947, c'est une troupe d'Antemoro et de Tanala, avec un encadrement merina, qui résiste sur la Haute Mananano aux Français venus brûler le camp de Vohitsivalana[2]. Avec la décomposition de l'armée, cet aspect interethnique ne sera conservé que par quelques groupes importants. Dans la région de Mananjary en décembre 1947, les troupes de Ramidika sont Tanala et Antemoro, celles de Kalaka sont Tanala et Betsimisaraka[3].

On retrouve les mêmes associations dans le commandement. En juillet 1947, les insurgés au Sud-est de Fandriana sont commandés par un Tanala, Pelimaitso, entouré de Betsileo : son secrétaire Ramainty Jean-Baptiste, les juges Rabenja Armand et Rakotoarijaona ; et parmi ses lieutenants, on relève un Antandroy, Bedaka[4]. Pour le Betsileo-Sud, dans la région d'Alakamisy-Ambohimaha, nous trouvons tout un Etat-major de Tanala (Toandro, Lazo...) et de Betsileo (Ramarolahy, Rafaralahy, Ralambo...). C'est un véritable corps d'officiers qui est en gestation, les archives nous livrant un grand nombre de noms, le plus souvent très bien localisés, même si c'est, au départ, avec des erreurs telles que "Leoaka" pour Lehoaha, "Ndelana" pour Indilana, etc. Suivant les renseignements du 31 juillet 1947, les insurgés qui font face au Betsileo-Nord sont sous les ordres d'un commandement situé vers Ambohimanga du Sud, qui dépendrait lui-même d'un "général en chef à 7 étoiles" nommé Razafy ayant son P.C. à Ambodiatafa, à 10 km au Nord-ouest de Mananjary. Vraie ou en partie fictive, cette affirmation reflète bien l'importance, pour les insurgés, d'une unité de leurs forces et d'une solide organisation de leur commandement.

---

1. SHAT, 8H 176 D8, renseignements du 19 août 1947.
2. SHAT, 8H 197 D4, J.M.O. du BIDMA (bataillon d'infanterie du détachement motorisé autonome).
3. SHAT, 8H 189, télégrammes, 15 décembre 1947.
4. SHAT, 8H 176 D8, renseignements du 31 juillet 1947.

Quelle est l'origine de cet encadrement ? Des données fragmentaires ne permettent que d'émettre des réponses hypothétiques. D'assez nettes différences apparaissent suivant les régions. Certes, les anciens tirailleurs sont nombreux partout (et en particulier chez les Antemoro du Sud qui ne se sont pourtant pas beaucoup battus), mais on peut dire qu'ils dominent de façon absolue et même inquiétante parmi les insurgés qui contrôlent la région au Nord-ouest de Nosy Varika. Leur chef Norbert Masira, et tous ses adjoints, Botozafihendry dit Botolavabasy, Lezo, Botorangy, Boto Bernard, Telolahy Joseph et Lemisy sont tous d'anciens militaires[1]. Mais d'ailleurs, on note le poids des paysans, chez les Tanala du Nord (Lehoaha, Indilana, Ralahy, etc.) et du Sud. Tandis que l'arrière-pays de Mananjary a puisé ses cadres militaires largement dans la fonction publique subalterne et les employés des Européens : instituteurs, chefs de canton, employés des chemins de fer et des travaux publics, anciens tirailleurs et cuisiniers (Lembahy) et même dans le cas de Bernard (Ramaharavo) chauffeur des Pères. Quant aux origines géographiques, on les connaît fort bien, surtout pour les districts de Mananjary et de Nosy Varika, grâce au fichier cité. Certains villages reviennent sans cesse : au Nord-ouest, Soavina, Fiadanana, Ambodiriana-Sahafary (région d'origine de Masira, Botorangy, Botolavabasy, Boto Bernard et d'autres encore). Plus au Sud, Marosangy, Ambodiriana-Fnantara, et de nombreux villages entre Fanantara et Sakaleona. Enfin la région de Vohilava a été également une pépinière, avec notamment Morafeno, Antenimazana, Ampasimazava, etc. Toutefois, un examen attentif montre que la question de l'origine géographique est plus complexe qu'il n'y paraît. Car les cadres fournis par la région de Vohilava, par exemple, sont souvent des migrants venus d'ailleurs, tels Bernard (Ramaharavo) d'origine Betsileo ou Etienne (Ramoha), un Tanala venu de Kelilalina.

Un autre caractère permet de parler d'armée populaire, l'organisation sur un modèle militaire d'effectifs déjà importants. Dès avril 1947, le général Casseville notait que "les bandes de la zone sud-est paraissent les mieux organisées"[2]. Ce n'est pas une simple question d'apparence : insignes, drapeaux, tentatives pour faire porter aux hommes un calot et un uniforme[3], et distribution de grades hiérarchisés. L'effort d'organisation, d'instruction dans ces camps et de discipline au combat est très réel. Ainsi, le 15 juin 1947, une section française est attaquée à Ambodirano (route Ivato-Antoetra) par une compagnie organisée en sections, qui tente une manœuvre d'encerclement[4]. Le 6 mai précédent, l'attaque contre Manakara avait été montée suivant les règles d'emploi de l'infanterie, avec espacement des hommes et progression par bonds[5]. Sur le front betsileo, dans la région de Besora, en juin-

1. SHAT, 7U 486 D8, renseignements du 11 au 18 janvier 1948.
2. SHAT, 8H 176 D3, rapport sur l'insurrection de Madagascar, 21 avril 1947.
3. SHAT, 7U 486 D8, renseignements du 15 au 31 octobre 1947 : troupe de Letady.
4. SHAT, 8H 182 D3, compte rendu d'opération, 15 juin 1947.
5. SHAT, 8H 176 D9, bulletin quotidien du D.M.A., 8 mai 1947.

juillet 1947, les insurgés "très disciplinés, partaient à l'assaut au coup de sifflet, par vagues successives"[1]. Malgré la décomposition qui va suivre, la pratique militaire ne disparaîtra pas complètement. Le 4 juillet 1948 encore, à Mazavalanitra, sur la haute Ampasary, les troupes du général Ralaitsikivy partent à l'assaut au son du clairon et des tambours[2].

L'effort d'organisation le plus intéressant est surtout celui qui s'est traduit par la construction des camps militaires. Au début, ils rassemblent des effectifs importants : 2 500 hommes, par exemple pour les quatre camps de la région de Besora, à l'Est d'Ambohimahasoa, en juillet 1947[3]. En travaillant comme le renseignement militaire, avec l'ancienne carte de Madagascar au 1/200 000, on peut en dresser une cartographie détaillée. L'un de ces camps, Ampitambe, remarquablement aménagé au confluent de la Mananjary et de l'Ampasary (avec postes de guet avancés, emplacements de combat, abris sous cas à l'épreuve des bombes) devait constituer un verrou qui arrêta les Français pendant tout le premier trimestre de 1948, avant de tomber le 24 mars et d'être transformé sur-le-champ en poste militaire colonial.

Mais déjà, l'exemple qui précède relève de l'exception qu'allait constituer le pays tanala du Nord. Car partout ailleurs, on assiste, depuis août 1947, à une évolution inquiétante de la société militaire. Par segmentation, décomposition et recomposition, l'armée populaire des débuts se transforme en un agrégat de bandes morcelées, liées à des chefs de guerre largement autonomes, dont l'efficacité est très faible et la fin inéluctable à échéance plus ou moins rapprochée. Le meilleur exemple en est l'armée de Mananjary, que certaines estimations avaient gonflée jusqu'à 6 500 hommes en juillet-août 1947[4]. Repoussée à l'Ouest de la Maha après la perte, début juillet 1947, de son grand camp de Mahazava, près de Tsiatosika, elle s'établit en une série de camps secondaires pour couvrir Vohilava et Ambohinihaonana. En fait elle va éclater en six groupes distincts au moins. Les chefs antemoro Soabitaka puis Beloha ramènent leurs contingents sur la Namorona, le chef tanala Letady ramène les siens dans la région de Sandrohy, près du FCE. Quant aux chefs restés sur place, Tavy au Sud-ouest de Vohilava, à Ambodivoahangy, Paul Raleipo, au Nord vers Ampasimazava, et Ramidika à l'Est, à Marovato, ils ne disposent plus guère, après les désertions, que de 200 combattants chacun environ. Chassé de son camp par les Français, Ramidika et sa troupe migrent vers le Nord, vers Ambodisaina, en lisière de forêt et en novembre le commandement passera à Lembahy, un ancien tirailleur. Tavy, lui, chassé vers l'Ouest, et bientôt supplanté, après un conflit interne, par son subordonné Pelika,

---

1. SHAT, 8H 176 D8, renseignements du 19 août 1947.
2. SHAT, 7U 486 D8, renseignements du 1er au 15 juillet 1948.
3. SHAT, 8H 176 D8, renseignement du 19 août 1947 : camps d'Andidy, Andranomiherina, Amboasary, Ambatofolaka, au coeur du "pays des forgerons" malgaches.
4. *Ibid.*

lequel, bon gré malgré, devra accepter en 1948 l'autonomisation d'une partie de ses troupes sous de nouveaux chefs, Fanana et Karatra[1]... Dans le Nord du secteur, même segmentation. La principale formation d'insurgés de la région de la Sakaleona, initialement dirigés par Zeka et Rolson va donner naissance à une série de groupes locaux émiettés comme ceux de Lambofohika, Botosavaka (de part et d'autre de la Lohavohitra), Kalaka (centré sur le massif du Tiroho) et plus à l'Ouest, vers Ampasinambo, Ratava. Au terme de cette décomposition, on voit même se former en novembre-décembre 1947 de tout petits groupes de résistants isolés, souvent autour d'un ancien tirailleur ou d'un ancien garde indigène armé, qui est suivi de 4 ou 5 fidèles seulement. Ils se multiplient dans les vallées de la Tsiefaka et la basse Fanantara[2]. L'un de ces petits chefs locaux, Igahy, ancien instituteur de Marosangy, parti avec 15 hommes et un fusil Lebel 1886, regroupe rapidement avec son compère Ngasahy une centaine d'hommes dans le massif côtier de l'Ambodihazina au Nord de Mananjary, d'où il sera délogé en janvier 1948[3]. Cette énumération, que l'on pourrait poursuivre, peut paraître fastidieuse, mais elle permet de lire la carte quelque peu énigmatique, qui figure en page 64 (éd. Ambozontany, 1982) de l'ouvrage de J. Tronchon. Les numéros des troupes insurgées qu'elle indique correspondent à la nomenclature des "Bandes rebelles" du Deuxième bureau français, établie à partir d'octobre 1947[4]. Cette nomenclature, marquée par le point de vue de l'utilité militaire, est d'ailleurs loin de rendre compte d'une réalité qu'elle schématise à l'excès. Car les "bandes rebelles" sont très différentes par l'importance comme par l'activité, la situation est toujours fluctuante sur le terrain, et la numérotation tantôt rassemble des groupes[5] qui sont, en fait distincts, tantôt sépare des groupes en relation si étroite que, dans la réalité, ils n'en font qu'un : ainsi pour les "bandes" 29 et 30.

L'évolution est analogue chez les Tanala du Sud. L'armée multiethnique des marges du Betsileo, rejetée en forêt en septembre 1947, perd ses éléments betsileo et laisse la place à des petits groupes tanala fondés sur la parenté comme celui du chef Toandro et de son beau-père Lazo, ou celui de Gaston Iotaka, un ancien militaire. L'émiettement y est même encore plus marqué qu'ailleurs puisque la "bande n° 19" de la carte citée correspond, sur le terrain, à une demi-douzaine de petits groupes. Autre signe d'une évolution inquiétante, la formation, vers mars 1948, d'une "bande des *Ambaniandro*" qui rassemble des Merina, fonctionnaires et commerçants de la

---

1. SHAT, 7U 486 D8, renseignements, *passim*.
2. *Ibid.*, renseignements, novembre-décembre 1947 : cas des groupes de Tanino, Dama, Manjaribe, Ramasy, etc.
3. SHAT, 7U 486 D11, opération Ingahy Ngasahy, 10 janvier 1948.
4. SHAT, 8H 177 D4, activité des bandes rebelles. La correspondance s'établit ainsi : 16 : Lezoma (dans le secteur nord), 13 : Norbert masira. 20 : André Ratava. 30 : André Kalaka. 17 : Lehoaha. 20 : Paul Raleipo. 40 : Pelika. 44 : Ramidika-Lembahy. 51 Ingahy Ngasahy.
5. SHAT, *Ibid.*, activité des bandes rebelles, février-mars 1948. La "bande n° 19" correspond en fait sur le terrain aux groupes de Letady, Rarindrina et Gaston Iotaka, Rakoto Julien, Razafy, Imasy et Lahy.

région de Sahasinaka et d'Ampasimanjeva, cadres de l'insurrection au départ, qui cherchent à gagner les Hautes Terres pour se dissimuler. Ce groupe sera entièrement capturé en mai 1948[1].

Dans ce processus de désagrégation, une seule région maintient et consolide son unité dans la résistance, le pays tanala du Nord sous l'autorité de Lehoaha. Celui-ci a certes des atouts. Il est le moins mal armé (nous verrons pourquoi), il est longtemps hors de portée de forces coloniales (mais le compartimentage du pays aurait pu favoriser l'éclatement de la résistance) et il est amené à recueillir les insurgés comme Soabitaka et Pelika repoussés par l'offensive française qui vient de l'Est. Toûjours est-il que lui va si bien réunir les groupes d'insurgés du pays tanala nord que le Deuxième bureau va devoir distinguer, dans la "bande n° 17" les sous-groupes A, B, C, D ! En fait, le pays est divisé en deux postes, Ambodihara n° 11 et Lokody n° 20, divisés chacun en cinq secteurs. Si les titulaires des postes sont les proches de Lehoaha, l'énergique Paul Indilana de Sahakondro, son beau-frère, et Ralahy son beau-père, il est à noter que plusieurs des chefs betsileo de la campagne de 1947 sur les Hautes Terres sont maintenant les lieutenants du chef tanala : c'est le cas de Pierre Ralaisambo alias général Ralaitsikivy ("qui ne se décourage pas"), ancien adjudant d'artillerie, médaillé militaire[2] qui, basé à Ambahona et à Anjorozoro sur les marges sud du pays zafimaniry devait résister pied à pied aux légionnaires entourés de Tanala et de Betsileo irréductibles. Un autre Betsileo va remplacer, comme principal lieutenant auprès de Lehoaha, Indilana après la mort de ce dernier, l'ex-adjudant Michel Razanakalahy, mis à la retraite en février 1947, après 21 ans de service (et 4 ans de captivité en Europe), également médaillé militaire, devenu dans le civil inspecteur de la mission catolique dans le Betsileo.

Lehoaha garde des relations étroites avec Ralaivao, mais n'accepte aucune tutelle,. Promu Maréchal et ministre de la guerre le 27 août 1948 par Victorien Razafindrabe sentant venir sa fin, Lehoaha a suscité estime et admiration chez les militaires français qui ont considéré sa capture le 11 novembre 1948 comme marquant la fin de l'insurrection[3]. A la lecture des rapports d'opérations, on ne peut que partager la haute opinion des militaires pour l'homme qui avait conduit les attaques contre Sahanimira, Marolalana, Lokody et bien d'autres postes français.

Cette évolution d'ensemble négative reste cependant, d'abord, le résultat des conditions de l'affrontement sur le terrain.

---

1. SHAT, 8H 179, IV (avril-décembre 1948).
2. SHAT, 8H 177 D4, activité des bandes rebelles, février-novembre 1948 : notes mensuelles sur l'activité de la bande n° 17.
3. SHAT, 7U 605 D8 (légion), 11 novembre 1948 et 5 janvier 1949.

Pour la première période, et en particulier mai et juin 1947, on est frappé par la vigueur de l'esprit offensif des insurgés et la rudesse de certaines rencontres. A Vohibola, le 2 mai, au pied de la falaise tanala nord, une colonne motorisée doit faire demi-tour en laissant un fusil mitrailleur et un véhicule à des assaillants armés de sagaies, encouragés par les "sorciers" et surtout leurs femmes. A Vatoharana, au débouché du FCE sur les plateaux, une section perd 4 hommes et 11 armes, dont un fusil-mitrailleur, le 29 mai. L'intensité maximale des combats est atteinte dans le Betsileo entre le 11 et le 21 juin. Ce jour-là, à Ambohimahasoa, l'armée coloniale subit ses plus fortes pertes de l'insurrection dans le secteur sud : 8 hommes et un nouveau fusil-mitrailleur[1].

Mais l'arrivée des renforts français ne fait qu'accentuer un déséquilibre irrémédiable, celui de l'armement. Au début, les prises de guerre jouent un rôle essentiel : les 7 mousquetons et 1 300 cartouches saisis à Ampasinambo équiperont le groupe de Masira. De même Sahasinaka (10 mousquetons, 380 cartouches), manakara (7 mousquetons, 600 cartouches... et même 13 fusils 1874 qui équipaient encore la garde indigène !), Fort Carnot, permettent d'équiper, sinon les hommes, du moins les chefs. Mais au total l'armement restera toujours dérisoire. En août 1947, pour les quelque 10 à 13 000 hommes qui se massent entre Ambositra et Fianarantsoa, il n'y aurait que 140 fusils environ (dont le nombre de fusils de chasse) et 7 armes automatiques. Les Tanala du Sud, eux, ne disposeraient que d'une soixantaine de fusils, et d'aucune arme automatique[2]. Et en mars 1948, quand les Français s'inquiètent de la concentration de forces réalisée par Lehoaha, ils ne lui reconnaissent cependant que 300 hommes, disposant de 2 fusils-mitrailleurs, 2 pistolets-mitrailleurs et 40 fusils[3].

La conséquence de cette rareté des armes à feu est d'ailleurs qu'elles sont très mal utilisées. Car seuls les chefs en disposent, et leur statut dépend même de leur possession et de leur emploi. Une rafale de fusil-mitrailleur dans un accrochage ou l'attaque d'un poste signale toujours aux Français la présence d'un grand chef[4]. Razanakalahy doit en partie son ascension (il finira maréchal) au fait qu'il sert le fusil-mitrailleur de Lehoaha. Le cas de Lembahy est identique. Et comme on ne saurait perdre ces précieux éléments de prestige, il en résulte un emploi plus symbolique que militaire, le tir étant effectué de beaucoup trop loin. Retranché dans le Tiroho, entre le Sakaleona et la Lohavohitra, Kalaka devient célèbre pour ses défis homériques aux Français. Un compte rendu d'opérations du 30 mars au 3

1. SHAT, 7U 486 D13, armes présumées aux mains des rebelles, octobre 1948. Le cheminement des armes est passionnant à suivre : le fusil-mitrailleur pris à Ambohimahasoa devait passer à lembahy, puis à Kalaka. Celui de Vohibola, à Pelika, Lehoaha et Razanakalahy.
2. SHAT, 8H 176 D8, renseignements, *passim*.
3. SHAT, 7U 486 D8, renseignements du 6 au 20 mars 1948.
4. SHAT, 7U 605 D8, J.M.O. légion, 6 octobre 1947 : Lehoaha est localisé près de Menagisa.

avril 1948 nous le montre tirant de 600 à 800 mètres sur une patrouille qui s'épuise à le suivre. En fait, il atteint son objectif : Robin des bois moderne, il renforce son prestige auprès de la paysannerie de sa région. Il reste que, faute d'être placées en première ligne, les quelques armes automatiques des insurgés n'ont fait aucun dégât.

D'autre part, plus grave encore que la pénurie d'armes, la pénurie de munitions s'aggrave sans cesse, malgré toutes sortes d'expédients. En août 1948, Masira et ses compagnons n'auraient plus que 3 cartouches chacun[1]. Là encore, Lehoaha fait un moment exception : ses troupes en février-mars 1948 ne semblent pas économiser leurs munitions. D'où viennent celles-ci ? On parle de dépôts enterrés lors de l'invasion de 1942. Mais Tavy, capturé fin juillet 1948, dévoile un secret bien gardé : par l'intermédiaire de Zafimaniry, Lehoaha, financé par Ralaivovo et Ratsimba, se procurait des munitions provenant (vol ou trafic ?) de l'armée française[2]. Mais il est aussi, par ailleurs, le seul chef qui a veillé à l'aménagement des pièges (trappes munies de sagaies) redoutables[3], et à la préparation du terrain en vue de l'embuscade : finalement, comme le souligne un lieutenant après une patrouille[4], les Français ont de la chance : car il en faudrait relativement peu pour briser la mécanique de la "pacification" fondée sur l'emploi exclusif de petites unités sillonnant la brousse. L'armée coloniale a encore la partie belle face à un adversaire qui en est réduit à employer la fronde[5] ou à chercher à impressionner les populations par des fusils en bois recouverts de tôle[6]. On comprend aussi le jugement du général Garbay, déclarant au début de 1948 qu'"il ne s'agit pas d'une guerre comme en Indochine, mais de pacification", car suivant son évaluation à l'époque, l'ensemble de l'insurrection n'aligne pas plus de 15 armes automatiques et 300 fusils[7]. Une compagnie de *Marosaloby* n'a aucune chance face à un groupe d'une douzaine de soldats munis de 2 fusils-mitrailleurs.

Les insurgés s'en rendent parfaitement compte lors de la campagne du Betsileo. Chassés début septembre de leurs camps à l'Ouest de la route Ambohimahasoa-Fianarantsoa, ils laissent sur les chemins un tract très clair : "nous nous défendrons en forêt"[8]. Mais suivant le renseignement militaire, leur moral est atteint, notamment par la défection de nombreux Betsileo, et leur esprit offensif amoindri[9].

---

1. SHAT, 7U 486 D8, renseignements du 15 au 31 août 1948.
2. *Ibid.*, renseignements du 15 au 31 juillet 1948.
3. SHAT, 7U 605 D8, *passim*. Par exemple : 18 avril 1948, 2 légionnaires grièvement blessés près de Fasitsara.
4. *Ibid.*, compte rendu de patrouille du lieutenant Dubos, 13-14 novembre 1947.
5. *Ibid.*, 9 et 12 novembre 1947, attaque d'Antoetra. 29 janvier 1948, attaque d'une patrouille.
6. SHAT, 8H 179, III : 50 "fusils" de ce genre sont trouvés dans un campement insurgé près de Sandrohy.
7 SHAT, 8H 179 D2, renforts 1947-1948, réunion à Paris du 31 janvier 1948.
8. SHAT, 8H 176 D9, bulletin de renseignement du D.M.A., 7 septembre 1947.
9. SHAT, 8H 176 D8, renseignements du 31 juillet et du 19 août 1947.

Sur la côte, la flambée retombe encore plus vite dans la région de Mananjary. La colonne chargée de rouvrir la route et de reprendre Antsenavolo, entre le 4 et le 7 juin 1947, ne rencontre que des villages vides ou détruits, et aucune résistance. Un rapport du 19 juin signale que l'ennemi est "invisible pratiquement depuis le début du mois de juin...[et] fait le vide des populations devant les détachements"[1]. La situation est donc moins celle d'un état de guerre qu'une dissidence massive, qui d'ailleurs ne fait que s'accentuer ensuite dans la région de Mananjary. Après une série d'accrochages sur la route de Mananjary-Nosy Varika en juillet-août 1947, les "bandes rebelles" disparaissent et la "population elle-même a fait le vide devant nos troupes... aucun habitant n'est rentré dans les villages que nous avons laissé intacts, et ceci malgré tous nos encouragements... il n'existe aucun signe de soumissions prochaines"[2]. On observe les mêmes comportements chez les Tanala du Sud : Fort Carnot est repris pratiquement sans combat le 1er août, mais le pays est désert. Le 11 septembre seulement, 16 Tanala viennent faire leur soumission. Ils sont les premiers... Garbay constate donc très justement, en octobre 1947 que, du TCE (chemin de fer Tananarive-Côte Est) au nord, à Manakara au sud, les Français sont "en face de populations en dissidence depuis 6 mois... [qui ont] vécu en circuit fermé sous l'autorité des chefs locaux..."[3]. Dans les régions les plus à l'écart, cette situation durera presque jusqu'à la fin de l'insurrection. Ainsi, au-delà de la limite nord du secteur, entre la Nosivolo et la Sandranamby, les troupes du Betsimisaraka Lezoma vivront en symbiose avec la population qui les renseigne et les ravitaille jusqu'à la fin[4].

En arrière de Mananjary, avec les poussées françaises vers Vohilava et Ambohinihaonana qui détruisent un à un tous leurs camps militaires, les insurgés ne peuvent se maintenir qu'en fractionnant leurs effectifs pour se rendre insaisissables, tout en reculant. Ils sont désormais sur la défensive et affaiblis par les défections[5]. Même les groupes les plus importants, comme celui de Ramidika-Lembahy[6] n'ont plus qu'une activité épisodique. Offensives et raids coloniaux ne rencontrent que peu ou pas de résistance : ainsi l'"opération Maroc", du 16 octobre au 6 novembre 1947, exploit sportif d'une colonne de tirailleurs marocains qui fait l'aller-retour entre Miarinavaratra (Nord-est du Betsileo) et Nosy Varika en réinstallant au passage un poste à Ampasinambo. Au bilan, "peu de contacts : nos éléments ont trouvé les villages vides, les populations s'enfuient devant eux. Par

1. SHAT, 8H 180 D3. Rapport du capitaine Balouet, 9 juin 1947. Rapport du capitaine Frison, 19 juin 1947.
2. SHAT, 7U 486 D8, renseignements du 1er au 15 septembre 1947.
3. SHAT, 7U 180 D7, IPS (instruction personnelle et secrète) du général Garbay, 3 octobre 1947.
4. SHAT, 8H 177 D4, activité des bandes rebelles, bandes n° 16.
5. SHAT, 7U 486 D8, renseignements 15 septembre-15 octobre 1947 : 30 *miaramila* (soldats) d'un village rentrent chez eux en déclarant que la guerre est finie.
6. *Ibid.*, renseignements du 1er au 15 novembre 1947. Le groupe compterait 300 hommes, avec 1 fusil-mitrailleur, 3 fusils Lebel 1886 et 4 fusils de chasse.

contre, nombreux accrochages avec les rebelles, lesquels, malgré les fusils dont ils disposent, font preuve de peu de combativité..." [1]. Même constat plus au Sud, en avril 1948, quand les Français entreprennent de réduire le quadrilatère Tanala de l'Ikongo. Les troupes de Sambo et Monjabe "n'ont à aucun moment opposé la moindre résistance et se sont d'elles-mêmes repliées vers le Sud-ouest"[2]. Au même moment, au Nord, Kalaka et Lembahy, des "durs" pourtant, se retirent vers l'Ouest sans résister[3]. Quelles sont alors les activités des groupes d'insurgés ?

4. DES ATTAQUES MONTEES CONTRE LES POSTES FRANÇAIS, D'ABORD, MAIS RAREMENT POUSSEES A FOND

Le poste réinstallé d'Ampasinambo est attaqué le 14 et le 25 novembre 1947 mais "sans grande conviction" dit le rapport. Une seule fois, le 23 novembre 1947, un poste a failli être emporté, celui d'Ambodisaina : les tirailleurs algériens doivent se dégager à la baïonnette. Ils ont un tué et deux blessés et en face en relève 8 morts, dont le chef, le commandant Jean Lahikoto, un Antemoro ancien instituteur à Marosangy. Mais au total, le bilan tiré (à usage interne) de la campagne par les officiers de la légion conclut que les "assauts des rebelles à Madagascar n'ont jamais été comparables à ceux essuyés par nos postes en Indochine et au Maroc"[4]. Ordinairement, quelques rafales de fusils-mitrailleurs, quelques coups de mortiers de 60 ou quelques grenades suffisent à stopper toute velléité d'attaque...

Quand aux embuscades montées contre de petites colonnes, elles se sont généralement révélées inefficaces, la sagaie utilisée comme arme de jet causant certes des blessures, mais étant finalement très peu meurtrière, comme Tchaka l'avait bien vu au début du siècle précédent ! Ainsi, les 9 et 10 juin 1948, une patrouille sur la haute Nosivolo a 8 blessés, dont 5 légionnaires, mais aucun tué[5]. Inversement, d'ailleurs, les insurgés se révèlent à cette occasion à peu près insaisissables, leur mobilité étant très supérieure à celle des troupes coloniales lourdement équipées[6].

Pour les insurgés, l'objectif principal reste de maintenir leur contrôle sur les populations, non parce qu'ils en tirent des profits, comme veut le faire croire le discours officiel[7], mais parce qu'ils cherchent en soustrayant les Malgaches au pouvoir des Vazaha, à faire exister une contre-société coloniale ; ce qui pose le problème de l'adhésion de la population, que nous ne pouvons traiter ici. En tous

---

1. SHAT, 8H 179, II
2. *Ibid.*, IV.
3 SHAT, 7U 486 D8, renseignements du 21 avril au 5 mai 1948.
4. SHAT, 8H 199 D2, annexe 1, renseignements tirés de la campagne de Madagascar, 34 p.
5. SHAT, 7U 605 D8, J.M.O. (légion), 9 juin 1948.
6. SHAT, 8H 182 D3, compte rendu d'opération du lieutenant Sadoul, 14 juin 1947.
7. SHAT, 8H 180 D7, IPS Garbay citée, 3 octobre 1947.

cas, le résultat est que, par la persuasion, la peur (la rumeur répandue suivant laquelle les Français fusillent tous ceux qu'ils reprennent) ou la menace, ils poussent la population à abandonner les village et à "se réfugier dans des camps de huttes basses dissimulées par la végétation, à peu près invisibles tant que nos détachements n'ont pas la chance de tomber directement dessus ou n'ont pas de guides et d'informateurs"[1]. En avril 1948, le renseignement militaire identifie même un groupe, la "bande Rasolofo", dans la région de Befody (Nord de Vohilava) qui n'a aucune autre activité que le contrôle des populations[2].

Quelques chefs cependant maintiennent le combat : Lehoaha bien sûr, dont on pourrait détailler les actions, comme le harcèlement continuel du poste de Marolàlana, à un passage clé de la route Ambositra-Ambohimanga du Sud, ou l'attaque de nuit lancée contre Ampitambe le 7 mai 1948[3]. D'avril à octobre 1948, les troupes de Lehoaha assurent l'essentiel de la résistance dans un secteur sud où les zones insurgées rétrécissent comme peau de chagrin[4].

Mais il faut ajouter que, avec André Kalaka, on voit aussi émerger un nouveau type de guérillero à la tête d'un groupe restreint, plus mobile et expérimenté que ses prédécesseurs trop enracinés dans une micro région précise. Dès novembre 1947, le commandement français relève que "les bandes rebelles encore actives, plus homogènes et mieux instruites des avantages que leur procurent l'étendue du territoire et la profondeur des forêts... [sont]... des adversaires qu'il sera difficile de réduire complètement"[5]. Désormais les effectifs sont faibles, mais seuls restent les durs et les irréductibles[6]. En août 1948, Kalaka n'est plus un Robin des bois, mais "le plus mordant des généraux du secteur. Sa petite équipe d'une vingtaine d'hommes est bien entraînée, son fusil-mitrailleur précis et bien servi, ses embuscades bien préparées"[7].

Cependant, après une période durant laquelle leurs offensives tombent dans le vide en septembre-octobre 1947, les Français parviennent à enfoncer un coin dans la résisance passive armée qu'ils ont en face d'eux. Les populations soumises à des migrations forcées dans des conditions précaires abandonnent un certain nombre de prisonniers qui fournissent un premier noyau d'informateurs et de guides. A partir de là, le nombre des soumis et la collecte des renseignements se

---

1. SHAT,8H 179, II (25 septembre-31 décembre 1947).
2. SHAT, 7U 486 D8, renseignements, avril 1948.
3. SHAT, 7U 605 D8, J.M.O. (légion). Le poste de Maroalalana, installé le 18 décembre 1947, est harcelé le 28 décembre, puis les 11, 17, 25 janvier, les 4, 17, 26 février 1948.
4. SHAT, 8H 199 D2, annexe 7, pp. 26-27 : d'avril à octobre 1948, les 2/3 des "activités rebelles" dans le secteur sud sont imputées à la "bande n° 17" (troupes de Lehoaha).
5. SHAT, 8H 176 D3, rapport Garbay, 7 novembre 1947.
6. SHAT, 7U 486 D8, renseignements du 22 décembre 1947 au 4 janvier 1948.
7. *Ibid.*, renseignements du 1er au 15 août 1948.

développent, les groupes d'insurgés peuvent être localisés, accrochés et refoulés. Ce qui permet de réinstaller des villages soumis, mais au prix, aussi, de représailles des "rebelles". Ainsi, prise entre deux feux, la population de l'arrière-pays de Mananjary, dès septembre 1948 "paraît fuir autant qu'elle le peut les uns et les autres"[1]. En fait, trois catégories se distinguent : ceux qui se soumettent, de gré ou de force, ceux qui restent fidèles à l'insurrection et, entre les deux, les dissidents qui ne veulent pas se soumettre, mais ne font pas acte d'hostilité aux Français[2]. On voit des villages passer des pactes de non agression et de discrétion avec les insurgés[3].

Mais, pour les irréductibles, cette situation est très dangereuse. D'où un tournant majeur qui débute dans la seconde quinzaine d'octobre 1947. Une série de villages au Sud de Kianjavato dont Sandrohy, sont incendiés par les insurgés : or ces violences sont commises par des Antemoro contre des Tanala tentés par la soumission. Il y a là une opportunité dont les Français ne vont pas manquer de tirer profit[4]. Jouant sur la fameuse "politique des races", ils vont obtenir que les villageois livrent les cadres de l'insurrection quand ils sont étrangers à la région, et surtout Merina. Leur premier succès est enregistré en novembre 1947[5].

Un autre cheminement permet au colonisateur de retrouver des alliés. Dans sa phase ascendante, l'insurrection avait commencé à mettre en place une administration chargée du ravitaillement. *Mpanjaka*, notables et BMTT devaient se concerter avec les intendants militaires créés par les insurgés. Mais avec l'errance imposée, la crise de l'organisation civile et l'émiettement en bandes mal contrôlées, le pillage devient une plaie. Au Nord, Rolson, général de l'intendance, accuse Zeka, le chef de guerre, d'être un pillard. Le problème devient grave surtout dans la zone de contact entre Tanala et Betsileo, les premiers étant tentés, surtout depuis leurs raids de juin-août 1947 sur les Hautes Terres[6] par la razzia de bétail des seconds. D'où les premiers exemples, en décembre 1947, d'une autodéfense de villages contre des *fahavalo* aux motivations douteuses. Le 2 décembre, les habitants d'Ampasimbe (8 km au Nord-ouest de Sahanimira, à l'Est de Vohiposa) repoussent une bande, suivis le 19 par ceux de Ranomena, un peu plus au Nord. Mais, attaqués à nouveau les 28 et 31 décembre, les habitants de Ranomena, de guerre lasse, vont se réfugier au poste d'Antanjonarivo. Les Français se heurtent à "l'impossibilité de protéger tous les villages, faute d'effectifs"[7].

---

1. *Ibid.*, renseignements du 15 septembre au 15 octobre 1947.
2. *Ibid.*, 15 octobre-31 octobre 1947.
3. *Ibid.*, 11 janvier-18 janvier 1948.
4. *Ibid.*, 15 octobre-31 octobre 1947.
5. *Ibid.*, 1er novembre-15 novembre 1947 : les villageois de Marokarima (basse Mananjary) livrent Rabesoa Raphaël, président suppléant, et Rakoto Bernard, secrétaire du MDRM local.
6. SHAT, 8H 176 D8, renseignements du 19 août 1947. Le raid sur Ikalamavony, début juillet 1947, a été mené en alliance avec les bandes locales de voleurs de boeufs.
7. SHAT, 7U 605 D8, J.M.O. (légion), décembre 1947.

L'étape suivante, assez logique, est celle du terrorisme, qui est resté d'ailleurs au total limité. Le premier chef cité pour y avoir recouru est Lembahy, qui aurait fait égorger des soumis[1]. Un cas dans le secteur sud est remonté jusqu'aux instances supérieures et se retrouve dans les archives centrales, ce qui suggère qu'il a été exceptionnel[2] : le 9 juillet 1948, dans un camp de repli de Lehoaha près d'Ambodihara, les légionnaires trouvent, attaché à un poteau le corps atrocement torturé d'un soumis. La cause ? Quelques jours avant, dans la nuit du 2 au 3, des légionnaires venus de Fasitsara sur renseignement précis avaient surpris le camp du chef tanala, qui avait pu fuir, mais son lieutenant préféré Indilana, aimé de ses soldats pour son courage et des populations pour son intégrité[3] avait été mortellement blessé.

D'autre part, dans les derniers mois de l'insurrection, un groupe se fait remarquer par ses violences vis-à-vis des populations, celui de Masira et des militaires du Nord-ouest de Nosy Varika.Déjà signalés comme "bande très active" en février 1948, ils sont qualifiés en juin de "bande très active qui commet des atrocités sans précédent"[4]. Refoulés vers le secteur nord, ils battent en retraite en multipliant pillages et incendies de villages, et meurtres à l'occasion, en se faisant décimer dans divers accrochages. Finalement, escaladant la grande falaise, une partie de la bande, comprenant 60 hommes et 28 femmes et enfants, conduits par Botorangy, se rend aux Français à Tsinjoarivo le 10 novembre. Dans le groupe, on trouva des originaires des districts de Mahanoro, Nosy Varika et Mananjary[5]. Mais cette trajectoire des militaires est exceptionnelle[6]. Car les autres chefs insurgés, eux, ne veulent pas quitter leur terre. Quand ils voient que tout est perdu, ils conseillent aux populations de se rendre, comme le fait Letady chez les Tanala d'Androrangavola, ou certains chefs qui ont entraîné des populations qu'ils ne peuvent plus nourrir dans les régions vides du Nord-ouest du secteur[7]. Arrivés sur la Nosivolo, qui est déjà en pays Betsimisaraka, Lehoaha et les siens s'arrêtent, ils ne sont plus chez eux, ils n'iront pas plus loin.

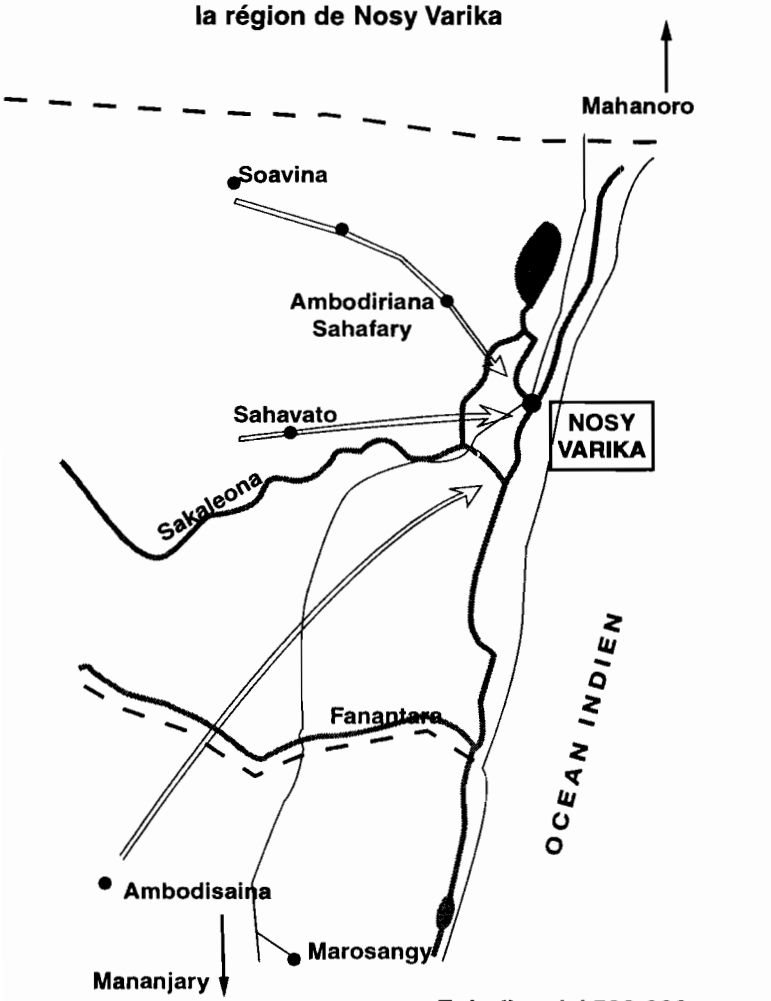
Au début de septembre 1948, toute activité insurgée s'est arrêtée dans le secteur sud. Quand on considère l'indigence de moyens et les faiblesses de

---

1. SHAT, 7U 486 D8, renseignements du 1er au 15 novembre 1947.
2. SHAT, 8H 199 D2, annexe 15. Documents rebelles, p. 53, atrocités.
3. Coulaud D., *Les Zafimaniry*. Thèse, Tananarive, 1972. vers 1970, les *Zafimaniry* se souvenaient d'Indilana pour sa lutte contre les insurgés pillards.
4. SHAT, 8H 177 D4, activité des bandes rebelles.
5. SHAT, 8H 177 D5, note du capitaine Gace, 30 novembre 1948.
6. Autre exception de nature différente, non détaillée ici : celle d'un groupe de plusieurs centaines d'Antesaka, travailleurs des plantations de la région de Brickaville (secteur nord) qui entreprennent de rentrer chez eux en traversant tout le secteur sud, en se mettant au service des chefs locaux, de Tavy à Kana. Ils seront finalement arrêtés sur la Matitana par le "cordon sanitaire" coloniale.
7. SHAT, 7U 486 D8, renseignements du 15 au 31 août 1948.

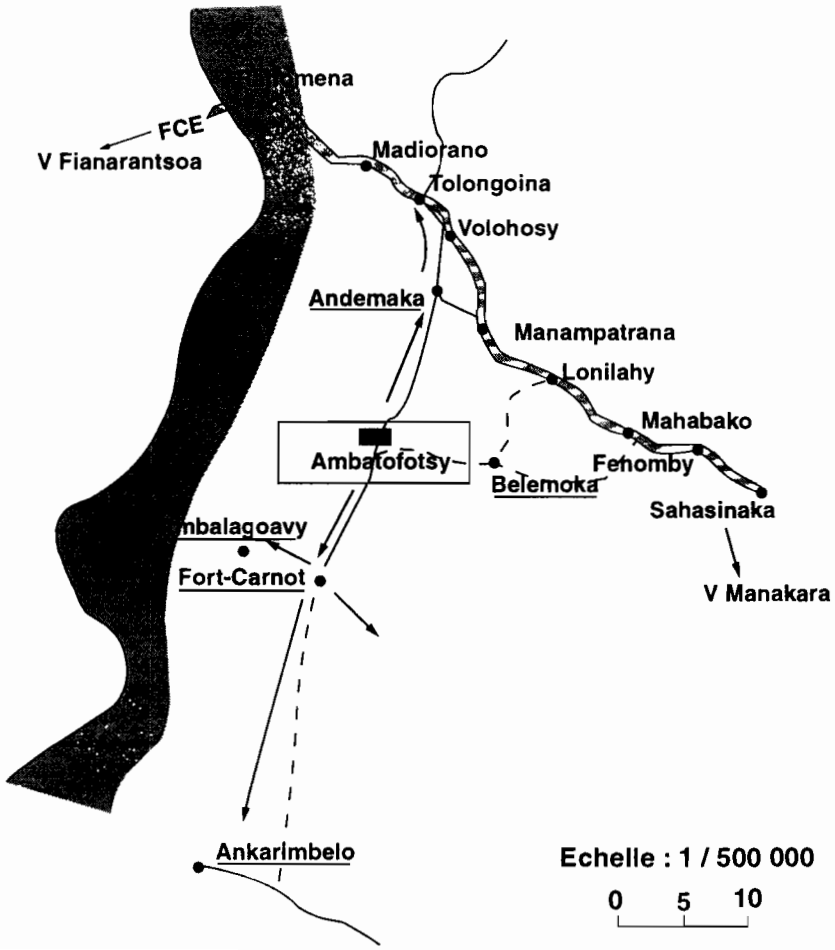
l'organisation du mouvement, on ne peut que s'étonner qu'il ait pu durer aussi longtemps. Pour le comprendre, il faut regarder de plus près le vainqueur, l'armée coloniale. Malgré quelques progrès en matière d'armement, et un appui modeste de l'aviation, cette armée était toujours, dans son dénuement, étonnamment proche de celle de Gallieni, dont on peut dire que la campagne de 1947-48 à Madagascar fut la dernière victoire posthume.

Avril 1947
Les villages-foyers de l'insurrection dans la région de Nosy Varika

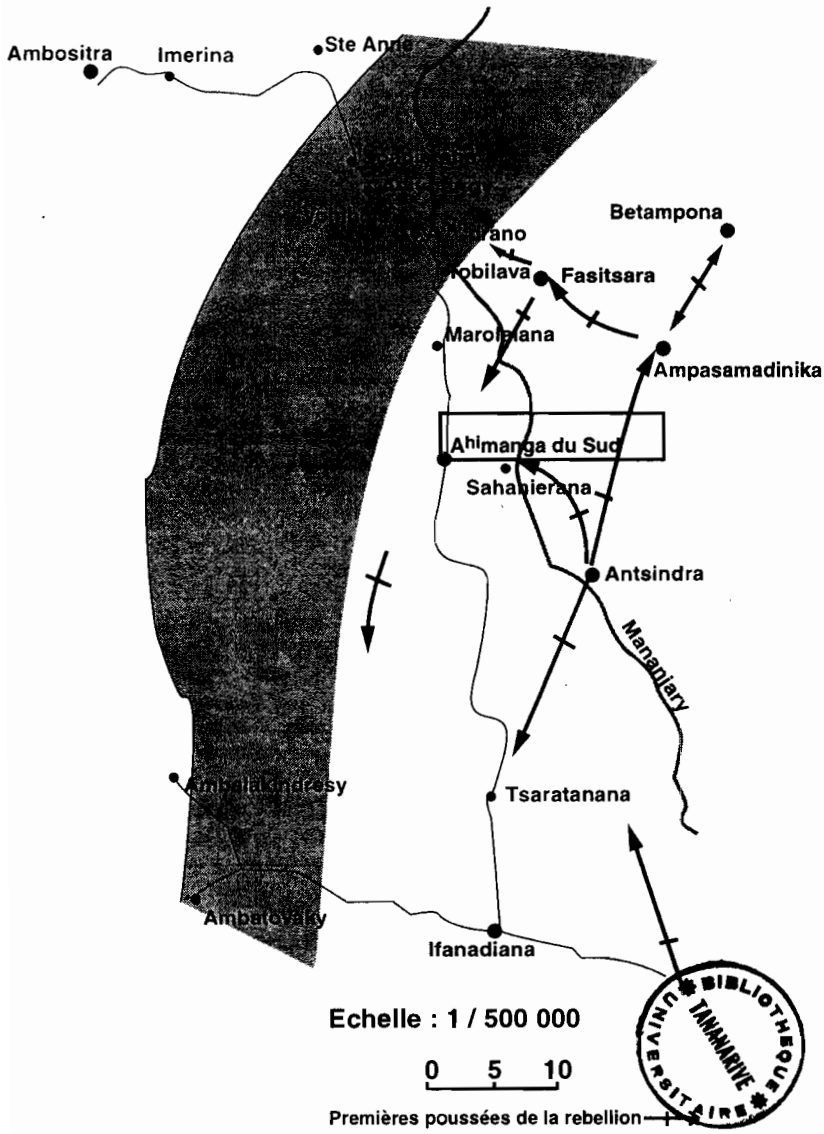


BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE TANANARIVE

TANALA DE L'IKONGO
Le FCE et les bases de l'insurrection



AVRIL - MAI 1947
L'insurrection des Tanala au Nord



BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE TANANARIVE

Région de Mananjary
Marche des insurgés, avril - mai 1947

Echelle : 1 / 500 000

0 5 10